

# Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

**EMMANUELLE MAITRE**  
*Observatoire sous la direction de*  
**BRUNO TERTRAIS**

**FONDATION**  
*pour la* **RECHERCHE**  
**STRATÉGIQUE**



## SOMMAIRE

<b>AVANT-PROPOS</b> .....	<b>3</b>
<b>VEILLE</b> .....	<b>4</b>
1. <b>États-Unis</b> .....	<b>4</b>
2. <b>Russie</b> .....	<b>4</b>
3. <b>Inde</b> .....	<b>4</b>
<b>QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES</b> .....	<b>5</b>
1. <b>Seconde réunion des Etats parties du TIAN</b> <b>Par Emmanuelle Maitre</b> .....	<b>5</b>
2. <b>L'irréversibilité du désarmement nucléaire : un obstacle au</b> <b>désarmement (3/3)</b> <b>Par Emmanuelle Maitre</b> .....	<b>7</b>
<b>QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES</b> .....	<b>11</b>
1. <b>Arsenal chinois : le Pentagone confirme ses estimations</b> <b>Par Emmanuelle Maitre</b> .....	<b>11</b>
<b>PUBLICATIONS ET SEMINAIRES</b> .....	<b>13</b>
1. <b>Strategic Posture Commission : une vision bipartisane de</b> <b>l'environnement stratégique très pessimiste</b> .....	<b>13</b>
<b>CALENDRIER</b> .....	<b>16</b>

Octobre 2023

## AVANT-PROPOS

---

Alors que la seconde réunion des Etats parties au TIAN vient de s'achever, ce bulletin fait un point sur la réunion et les perspectives du TIAN à ce jour.

Il achève également le cycle d'articles consacrés à la question de l'irréversibilité du désarmement nucléaire.

Enfin, il mentionne deux rapports importants sortis à Washington récemment. Tout d'abord, le rapport du Pentagone sur la puissance militaire chinoise permet de mieux comprendre la manière dont l'administration Biden perçoit l'évolution de l'arsenal nucléaire chinois. Deuxièmement, la publication de la *Strategic Posture Commission*, un rapport sur lequel a travaillé un groupe d'experts bipartisan, permet de constater le balancement du « consensus » nucléaire aux Etats-Unis.

*Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.*

# VEILLE

---

## 1. Russie

**31 octobre 2023** : rapport de médias indépendants russes d'un échec lors d'un test de l'ICBM [Sarmat](#)<sup>1</sup>.

**5 novembre 2023** : test du SLBM [Bulava](#) depuis le SNLE Empereur Alexandre III<sup>2</sup>.

## 2. États-Unis

**1<sup>er</sup> novembre 2023** : interruption d'un vol d'essai du [Minuteman III](#) suite à un dysfonctionnement technique<sup>3</sup>.

**6 novembre 2023** : annonce de la tenue d'un [dialogue stratégique](#) rare entre les États-Unis et la Chine à Washington<sup>4</sup>.

**13 novembre 2023** : annonce par le secrétaire de l'Air Force que le programme de renouvellement des ICBM [Sentinel](#) connaît des difficultés<sup>5</sup>.

## 3. Inde

**7 novembre 2023** : test du SBRM [Pralay](#)<sup>6</sup>.

## 4. Israël

**5 novembre 2023** : suspension jusqu'à nouvel ordre du Ministre Amichai Eliyahu, qui avait déclaré à la radio que l'utilisation d'une arme nucléaire était une des options dans le conflit avec le [Hamass](#)<sup>7</sup>.

## 5. France

**18 novembre 2023** : premier tir de qualification du SLBM [M51.3](#)<sup>8</sup>.

## 6. Corée du Nord

**22 novembre 2023** : tir d'un [missile balistique](#) non-identifié, annoncé comme un échec par les autorités sud-coréennes<sup>9</sup>.

---

<sup>1</sup> Isabel van Brugen, « Putin's Newest Nuclear-Capable Missiles Keep Flunking Tests: Report », *Newsweek*, 2 novembre 2023.

<sup>2</sup> Pavel Podvig, « Successful launch of Bulava from Emperor Alexander III », *Russian strategic nuclear forces*, 5 novembre 2023.

<sup>3</sup> Thomas Novelly, « Air Force 'Safely Terminated' a Nuclear-Capable Missile After Failed Test over Pacific Ocean », *Military.com*, 2 novembre 2023.

<sup>4</sup> Michael Gordon, « China, U.S. to Meet for Rare Nuclear Arms-Control Talks », *The Wall Street Journal*, 1er novembre 2023.

<sup>5</sup> Stephen Losey, US Air Force's Sentinel missile 'struggling,' faces rising costs, *Defense News*, 13 novembre 2023.

<sup>6</sup> « India successfully test-fires 'Pralay' missile off Odisha coast », *The Hindu*, 7 novembre 2023.

<sup>7</sup> John Mecklin, Israel's Netanyahu suspends minister for suggesting a nuclear weapons option in Gaza, [Bulletin of the Atomic Scientists](#), 5 novembre 2023.

<sup>8</sup> Succès d'un tir d'essai de missile M51, DGA, 18 novembre 2023.

<sup>9</sup> Hyung-Jin Kim, North Korean missile launch after South Korea partially suspended their 2018 agreement likely failed, [AP](#), 23 novembre 2023.

# QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

---

## 1. *Seconde réunion des Etats parties du TIAN*

Par Emmanuelle Maitre

Du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2023 a eu lieu à New York la seconde réunion des Etats parties au TIAN sous la présidence de l'Ambassadeur mexicain Juan Ramón de la Fuente. Cette réunion marquait une tentative de tournant pour le Traité : bien que le TIAN reste dans une certaine mesure dans une logique militante, en campagne pour son universalisation et bénéficiant d'un fort soutien d'une grande variété d'ONG notamment menées par ICAN et le Comité international de la Croix Rouge (CICR), beaucoup d'Etats parties souhaitaient confirmer l'intronisation du Traité dans le système onusien avec l'organisation à New York d'une réunion de diplomatie multilatérale classique, relativement formelle et consacrée à des points concrets de mise en œuvre du Traité.

Dans ce contexte, la réunion a permis de valider une grande partie du travail intersessionnel. Ainsi, les rapports préparés par les différents groupes de travail ont été validés. Il s'agit en particulier d'un rapport sur la mise en place de l'article 4, qui porte sur l'élimination des armes nucléaires. Le groupe de travail, mené par la Nouvelle-Zélande et le Mexique, a ébauché une première réflexion sur les exigences liées à la vérification dans le cas de figure où un Etat possédant des armes nucléaires viendrait à rejoindre le Traité. Le Kazakhstan et les Kiribati ont travaillé sur la question de la mise en œuvre des articles 6 et 7, concernant l'assistance aux victimes des essais nucléaires et la remise en état de l'environnement. De leur côté, l'Afrique du Sud et la Malaisie étaient chargées de mener les réflexions sur l'universalisation du Traité, et ont présenté, tout comme d'autres Etats parties, les efforts entrepris dans ce domaine. L'Irlande et la Thaïlande ont présenté un rapport sur la complémentarité entre le TIAN et d'autres traités et régimes de désarmement et de non-prolifération. Enfin, le Chili était point focal pour les questions de genre. A noter que son rapport est le seul ayant suscité des oppositions, plutôt sur la forme, le Saint-Siège étant réticent à l'usage du terme « genre » dans le rapport.

En plus de l'adoption de ces rapports, les Etats parties ont pris cinq décisions concernant le fonctionnement du Traité<sup>10</sup>. La première a trait au processus intersessionnel qui s'ouvre. Les groupes de travail informels et points focaux ont été reconduits, avec quelques changements concernant les Etats en

---

<sup>10</sup> Decisions to be taken by the second Meeting of States Parties to the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons, [TPNW/MSP/2023/CRP.3/Rev.1](#), 30 novembre 2023.

charge<sup>11</sup>. Deuxièmement, bâtissant sur l'expérience de cette deuxième réunion où deux panels d'experts ont été organisés et appréciés des participants (le premier sur l'impact humanitaire des armes nucléaires et le deuxième sur les sujets de recherche pouvant être poursuivis pour mettre en œuvre l'abolition des armes nucléaires), il a été décidé de permettre aux présidents des prochaines réunions d'organiser ce type de débats thématiques. Pour ce qui est de la mise en œuvre des articles 6 et 7, deux décisions ont été prises. La première vise à l'adoption d'un formulaire type pour que les Etats concernés puissent faire état de la situation dans leur pays concernant les conséquences des essais nucléaires. La deuxième vise à confier au groupe de travail informel le soin d'élaborer des recommandations concernant la mise en place d'un fonds fiduciaire international permettant d'aider les Etats à mettre en œuvre leur obligation d'assistance aux victimes et de remise en état de l'environnement.

Enfin (décision 5), les Etats membres, assistés d'ICAN, du CICR et d'autres ONG, ont décidé d'élaborer et soumettre un rapport à la prochaine réunion des Etats parties pour « *mieux promouvoir et articuler les préoccupations légitimes en matière de sécurité, les perceptions des menaces et des risques inscrites dans le traité qui résultent de l'existence d'armes nucléaires et du concept de dissuasion nucléaire ; et de remettre en question le paradigme de sécurité fondé sur la dissuasion nucléaire en mettant en évidence et en promouvant de nouvelles preuves scientifiques concernant les conséquences et les risques humanitaires des armes nucléaires et en les juxtaposant aux risques et aux hypothèses inhérents à la dissuasion nucléaire* ». L'Autriche sera à la tête de cet effort visant à contester la validité des doctrines de dissuasion nucléaire.

En plus de ces éléments concrets, les Etats ont adopté une déclaration politique dans laquelle ils ont rappelé leur attachement au Traité et leur préoccupation vis-à-vis de la situation actuelle<sup>12</sup>. Ils y condamnent fermement la possession d'armes nucléaires et les doctrines de dissuasion. Ils dénoncent les efforts de modernisation et toutes les menaces nucléaires, explicites ou implicites et quelles qu'en soient les circonstances. En pointant les recherches scientifiques menées dans le domaine, la déclaration insiste largement sur les conséquences humanitaires catastrophiques des armes nucléaires. Elle s'oppose au concept de politiques nucléaires ou de comportements « responsables » et oppose la sécurité perçue de certains à l'insécurité vécue par tous. Parmi les points intéressants et nouveaux par rapport à la déclaration adoptée à Vienne en 2022, on peut noter un regret de la dépendance grandissante des Etats dotés aux armes nucléaires, appuyée du constat que « *d'avantage d'Etats sont sous des garanties de sécurité nucléaire élargies et des arrangements de stationnement nucléaire* » par rapport à l'année précédente, une référence au Bélarus. De même, les parties ont discuté de l'opportunité d'inclure une critique de la dératification russe du TICE, et se sont accordées sur le fait de noter qu'elles sont « *inquiètes des délais existants et nouveaux* » à l'entrée en vigueur du TICE. Enfin, suite à discussion, une référence au droit inaliénable aux usages pacifiques de l'énergie nucléaire a été ajoutée à la déclaration. On voit donc des efforts importants pour trouver des formulations consensuelles sur des

---

<sup>11</sup> L'Afrique du Sud et l'Uruguay présideront le travail sur l'universalisation, le la Nouvelle-Zélande et la Malaisie celui sur l'article 4. Le Mexique est le nouveau point focal sur le genre. Les présidents des groupes de travail sur l'article 6 et 7 et les facilitateurs sur la complémentarité sont inchangés.

<sup>12</sup> Revised draft declaration of the second Meeting of States Parties to the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons: "Our commitment to upholding the prohibition of nuclear weapons and averting their catastrophic consequences", [TPNW/MSP/2023/CRP.4/Rev.1](#), 1er décembre 2023.

sujets sur lesquels les Etats ont des visions différentes, dans l'optique de refléter au mieux l'inscription du Traité dans les réalités stratégiques actuelles tout en évitant toute « politisation » du Traité.

Comme lors de la première réunion des Etats parties, la question de la participation d'Etats non-parties en tant qu'observateurs a été un sujet de débat parmi l'OTAN et ses partenaires. Parmi les observateurs, l'Allemagne a pris la parole pour indiquer que le pays ne rejoindrait pas le Traité (et non pas ne « peut pas le rejoindre », comme formulé en 2022). L'Allemagne a ensuite procédé à une défense assez ferme du rôle de la dissuasion élargie pour la stabilité internationale et de la politique de l'OTAN, une condamnation des agissements russes et une distinction entre des comportements « responsables » et « irresponsables » observés en matière nucléaire. Le pays a néanmoins réitéré un geste d'ouverture en répétant son souhait de participer aux travaux sur l'assistance aux victimes des essais nucléaires et la remédiation environnementale. La Norvège s'est davantage centrée sur son soutien aux initiatives de désarmement par étape et son intérêt pour les réflexions sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires. La Belgique a insisté sur le TNP et les risques de prolifération. La Suisse a salué un certain nombre des travaux intersessionnels réalisés et les efforts des Etats parties au TIAN pour pointer la complémentarité du Traité avec le TNP et son régime. Parmi les Etats signataires, l'Indonésie et le Mozambique ont indiqué leur ratification imminente du Traité, et le Brésil et le Népal ont indiqué leur espoir de pouvoir également prochainement rejoindre la liste des Etats parties.

La prochaine réunion des Etats parties aura lieu du 3 au 7 mars 2025 à New York sous la présidence de l'ambassadeur kazakhstanais Akan Rakhmatullin.

## **2. L'irréversibilité du désarmement nucléaire : un obstacle au désarmement (3/3)**

Par Emmanuelle Maitre

Les avantages d'un désarmement irréversible sont assez intuitifs, et ont été présentés dans le numéro précédent<sup>13</sup>. Il convient néanmoins de noter que certains arguments semblent suggérer que le désarmement pourrait être plus facile si l'on suppose délibérément qu'il est réversible.

Tout d'abord, au niveau politique, les États peuvent être réticents à s'engager dans un processus de désarmement nucléaire s'ils n'ont pas le sentiment qu'ils pourraient revenir en arrière si leur sécurité venait à se détériorer. Cette idée est soutenue à la fois par la théorie et par des exemples concrets.

De manière générale, la préservation de certaines capacités nucléaires et la possibilité de se réarmer en cas de besoin se situent à la fois derrière le concept de latence, qui a été définie comme une forme de continuum entre l'absence de toute capacité nucléaire militaire et un arsenal constitué, et celui de dissuasion virtuelle. Cette notion a été popularisée par Jonathan Shell en 1984 dans son livre *Abolition*<sup>14</sup>. Elle repose sur l'idée que, puisqu'il est impossible de désinventer l'arme nucléaire, les États conserveraient en théorie la capacité de relancer un programme nucléaire, même à partir de zéro, après le démantèlement de leur arsenal. Cette connaissance pourrait les rendre plus confiants dans leur capacité à réagir à un cas de prolifération dans un autre pays. Par conséquent, cela les rendrait

---

13

<sup>14</sup> Jonathan Shell, *The Abolition*, Knopf, 1984.

plus confiants dans l'ensemble du processus de désarmement, puisqu'ils sauraient qu'ils ne sont pas complètement impuissants au cas où un État violerait son engagement.

Ce point a d'ailleurs été explicitement soulevé dans la *Nuclear Posture Review* de 2010 de l'administration Obama<sup>15</sup>, et l'on peut également ajouter que la préservation des infrastructures et des compétences liés à la production d'armes nucléaires suite à un processus de désarmement peut être importante pour garantir la pertinence et l'efficacité du système de vérification d'un monde dénucléarisé. Dans les exemples de désarmement passés, les inspecteurs des États dotés d'armes nucléaires (EDAN) ont joué un rôle important et leur connaissance intime des programmes d'armement a permis de prendre en compte tous les schémas de prolifération.

L'argument peut être convaincant car l'incapacité à faire respecter concrètement une norme d'interdiction des armes nucléaires est souvent citée comme un élément qui rendrait un monde sans armes nucléaires irréaliste ou dangereux. Il est souvent noté que si le contrevenant est un petit État isolé, le système des Nations unies pourrait être en mesure d'agir et d'empêcher le développement d'une arme nucléaire, mais s'il s'agit d'une grande puissance, il n'y aurait pratiquement aucune possibilité de freiner le programme, si ce n'est par la menace de réciprocité. Cette capacité de représailles n'existerait que si d'autres États conservaient à la fois le matériel, les installations et les compétences nécessaires pour produire des armes nucléaires relativement rapidement.

Cette possibilité permettrait également aux anciens États nucléaires de conserver une option pour répondre à d'éventuelles surprises stratégiques : le débat sur le programme *Successor* au Royaume-Uni a montré qu'il était important pour les dirigeants politiques de construire une architecture de défense non seulement pour les menaces contemporaines, mais aussi pour celles qui pourraient apparaître 50 ou 60 ans plus tard<sup>16</sup>. Cette réticence à renoncer pour toujours à la possibilité de disposer d'une arme nucléaire peut rendre une solution intermédiaire plus attrayante<sup>17</sup>.

L'observation de cas historiques montre que de nombreux pays étaient réticents à perdre complètement les capacités liées à leur programme nucléaire. Cette réticence peut être motivée ou non par un objectif de latence. Par exemple, dans le cas de l'Irak, Saddam Hussein semble avoir gardé entre 1991 et 1999 l'intention de conserver la capacité de relancer si nécessaire des programmes d'ADM<sup>18</sup>. Même en Afrique du Sud, cas de désarmement coopératif, une résistance à la destruction de certaines matières ou installations a été observée, et le pays a tenu à conserver des stocks d'uranium hautement enrichi (UHE)<sup>19</sup>.

La théorie et la pratique indiquent donc que dans certains contextes, la réversibilité peut faciliter le désarmement. Mais certains pays peuvent également être hostiles à des mesures spécifiques jugées nécessaires au désarmement irréversible pour d'autres raisons.

---

<sup>15</sup> « *In a world where nuclear weapons had been eliminated but nuclear knowledge remains, having a strong infrastructure and base of human capital would be essential to deterring cheating or breakout, or, if deterrence failed, responding in a timely fashion.* »

Nuclear Posture Review Report, [Département de la Défense](#), avril 2010.

<sup>16</sup> Michael Fallon, The case for the retention of the UK's independent nuclear deterrent, discours au Policy Exchange, [Ministère de la Défense](#), 23 mars 2016.

<sup>17</sup> Michael MccGwire, « Is there a future for nuclear weapons? », *International Affairs*, Vol. 70 n°2, 1994.

<sup>18</sup> Graham Pearson, *The search for Iraq's weapons of mass destruction: inspection, verification, and non-proliferation*, Palgrave Macmillan, 2005.

<sup>19</sup> Olli Heinonen, « Lessons learned from dismantlement of South Africa's biological, chemical, and nuclear weapons programs », *The Nonproliferation Review*, vol.23, n°1-2, mars 2016

En ce qui concerne les matières fissiles, la volonté de conserver des réserves d'UHE ou de plutonium, par exemple, peut être justifiée par leur utilité pour d'autres applications militaires ou civiles ou par leur valeur commerciale. La négociation de restrictions sur la possession de ces matières peut se heurter à la résistance des Etats nucléaires, mais également de certains ENDAN.

Il en va de même pour les technologies d'enrichissement et de retraitement en général. De nombreux pays considèrent aujourd'hui et considéreront probablement à l'avenir que le fait de renoncer à ces technologies constitue une atteinte à leur souveraineté, d'autant plus qu'il peut y avoir des raisons économiques valables de les développer lorsque les pays ont des programmes nucléaires civils étendus.

En ce qui concerne les vecteurs, il a été souligné que leur démantèlement renforcerait également la confiance dans l'irréversibilité d'un processus de désarmement. Cependant, des missiles techniquement capables de transporter des armes nucléaires sont désormais utilisés régulièrement pour des missions de frappe conventionnelle<sup>20</sup>. Des armes comme le Kinjal ou l'Iskander-M, utilisés par la Russie pour des frappes sur l'Ukraine, sont actuellement définies par le RCTM et la résolution 1540 comme des vecteurs d'ADM. Il pourrait donc être très difficile de convaincre les nombreux Etats qui disposent de capacités de frappe longue portée de renoncer également à ces armes dans un monde dénucléarisé.

Ces réserves semblent défendre l'idée qu'un « désarmement réversible » peut être plus réaliste. Il existe cependant également des interrogations sur la faisabilité réelle d'un tel processus.

Tout d'abord, le rôle stabilisant d'une forme de dissuasion virtuelle, basée sur la capacité à reconstruire un arsenal nucléaire est discutable. En temps de paix, il pourrait être difficile de s'assurer que ces compétences sont préservées en l'absence de programmes réels. A l'heure actuelle, les responsables de programmes dans les pays nucléaires notent qu'il est difficile de maintenir les compétences de la base industrielle liée à la dissuasion, de sorte qu'en l'absence d'armes tangibles, il pourrait être impossible de s'assurer qu'il y a suffisamment de fonds et d'expertise pour maintenir le savoir-faire nécessaire à la reprise d'un programme. Cela est particulièrement vrai au moment où la génération de personnes ayant travaillé sur des armes commencerait à prendre sa retraite. Deuxièmement, dans une situation de crise, on peut se demander s'il serait réaliste de lancer un programme sans créer d'énormes vulnérabilités ou conduire à une escalade non désirée.

Deuxièmement, la préservation de certains matériels et installations créeraient certainement des complications dans la vérification du désarmement, car la latence ou le travail sur un programme clandestin pourraient présenter des caractéristiques similaires. La question de savoir si cela créerait ou retirerait la confiance de l'ensemble du processus est ouverte et peut être perçue différemment selon les parties considérées.

Troisièmement, les anciennes puissances nucléaires conserveraient un avantage dans un tel système, car elles préserveraient les connaissances et les infrastructures. Mais cet avantage ne serait pas aussi net et, avec le temps, il pourrait être dilué par rapport à d'autres pays utilisant l'énergie nucléaire. La question de savoir si cela serait acceptable est à débattre, tout comme celle de savoir comment les

---

<sup>20</sup> Stéphane Delory, « Ballistic missiles and conventional strike weapons: Adapting the HCoC to address the dissemination of conventional ballistic missiles », [HCoC Paper n°6](#), FRS, janvier 2020

alliances de sécurité pourraient fonctionner dans un tel système ou quelle importance relative revêtraient d'autres systèmes d'armes tels que la défense antimissile ou les frappes conventionnelles à longue portée.

Les arguments présentés dans cette série d'articles montrent l'intérêt d'une conversation sur la notion d'irréversibilité, et l'absence d'arguments tranchés en faveur d'un scénario ou d'un autre. Si la vision d'un désarmement irréversible peut paraître utopique dans le contexte actuel, cette difficulté à se projeter dans un monde fondamentalement différent de celui que nous connaissons et l'incapacité d'envisager un avenir sans dissuasion ont conduit certains à craindre que nous soyons entrés en 1945 dans un phénomène d'« éternité nucléaire ». Celle-ci se caractériserait par une incapacité à imaginer à quoi pourrait ressembler un monde post-nucléaire, ou à penser qu'il ne pourrait se réaliser que dans plusieurs décennies ou siècles, ou dans une situation profondément différente de la situation actuelle, impliquant un changement de l'environnement de sécurité ou même de la nature humaine<sup>21</sup>. La situation actuelle peut avoir tendance à renforcer cette perception. Dans ce contexte, de nombreux observateurs peuvent estimer que le désarmement réversible est le mieux que l'on puisse atteindre et espérer de manière réaliste. Mais de nombreuses questions se posent également quant à la faisabilité et à la stabilité d'un système de latence globale.

---

<sup>21</sup> Benoît Pelopidas, « The Birth of Nuclear Eternity », *Futures*, 2021.

## QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

### 1. *Arsenal chinois : le Pentagone confirme ses estimations*

Par Emmanuelle Maitre

Chaque année, le Pentagone doit fournir au Congrès un rapport sur les capacités militaires chinoises. Les précédentes éditions ont montré que Washington anticipe une forte montée en puissance de l'arsenal nucléaire chinois, avec en particulier la prévision d'un doublement des capacités à l'horizon 2035<sup>22</sup>.

Le rapport publié en octobre 2023 permet de confirmer ces inquiétudes<sup>23</sup>. Tout d'abord, concernant la période présente, le document fait état d'une augmentation substantielle par rapport à l'année dernière. L'augmentation du nombre de lanceurs d'ICBM est notamment sensible (500 au lieu de 300), ainsi que du nombre de missiles de portée moyenne ou intermédiaire (2000 en cumulé). En particulier, les informations américaines laissent entendre que la construction des nouveaux champs de silos de missiles est « probablement » achevée et que la Chine déploie actuellement des missiles dans ces silos. Il montre que sur les portées moyennes et intermédiaires, plusieurs missiles sont affectés à chaque lanceur, multipliant leurs capacités. Il estime également que la Chine développe « probablement » des « planeurs hypersoniques stratégiques » et des systèmes de bombardement orbital fragmenté (FOBS). Le décompte fait état de 500 armes nucléaires en tout (contre 400 l'année dernière).

Système	Lanceurs (2022)	Lanceurs (2023)	Missiles (2022)	Missiles (2023)
ICBM	300	500	300	350
IRBM	250	250	250+	500
MRBM	250	300	500+	1000
SRBM	200	250	600+	1000
GLCM	100	150	300+	300

Le rapport insiste sur le développement d'infrastructures souterraines, permettant de dissimuler et protéger des systèmes liés au C2, mais aussi des missiles. Le Pentagone estime qu'il existe des milliers de sites souterrains de ce type et que de nouveaux continuent d'être construits, ce qui est en cohérent

<sup>22</sup> Emmanuelle Maitre, Rapport du Pentagone sur les capacités militaires chinoises, [Bulletin n°104](#), Observatoire de la dissuasion, décembre 2022.

<sup>23</sup> Military and Security Developments Involving the People's Republic of China, [Annual Report to Congress](#), U.S. Department of Defense, octobre 2023.

avec la posture officielle du pays et la volonté de faire en sorte que certaines forces nucléaires survivent à une première frappe.

Parmi d'autres ajouts, l'édition 2023 note que la Chine pourrait s'intéresser au déploiement de missiles intercontinentaux équipés de têtes conventionnelles. Cet intérêt pourrait témoigner d'une volonté d'imiter le programme américain de *Prompt Global Strike*, longtemps décrié à Beijing. Ce développement refléterait également la volonté chinoise de jouer sur l'ambiguïté en déployant des systèmes pouvant alternativement être équipés de têtes nucléaires ou conventionnelles. A ce titre, le rapport fait part de l'inquiétude américaine face au « *co-mingling* » (entremêlement) des forces nucléaires et conventionnelles, notant que cette stratégie « *pourrait compliquer la dissuasion et la gestion de l'escalade* ». Le Pentagone s'alarme en particulier de la confusion qui pourrait intervenir lors d'attaques visant les le système de C2 ou sur les forces de missiles mobiles conventionnels chinois mais ayant pour effet de dégrader les systèmes nucléaires.

Au niveau naval, le rapport annonce que la Chine continue de construire de nouveaux SNLE de la classe Jin. Le Pentagone juge que cela pourrait refléter des retards sur la production de SNLE de nouvelles générations, ou d'une volonté d'accélérer la capacité navale.

De manière prospective, le Pentagone annonce un arsenal de « plus de 1000 armes nucléaires opérationnelles » en 2030, dont la plupart seront déployées à des niveaux d'alerte élevés, et une poursuite de l'effort de modernisation et de développement de l'arsenal jusqu'en 2035 (le nombre de 1500 têtes en 2035, publié l'année dernière, ne figure plus dans l'analyse).

## PUBLICATIONS ET SEMINAIRES

---

### 1. **Strategic Posture Commission : une vision bipartisane de l'environnement stratégique très pessimiste**

En octobre 2023, un groupe de 12 experts américains a publié un rapport sur la posture stratégique américaine. Ces experts, pour la plupart anciens responsables des précédentes administrations républicaines et démocrates, étaient rassemblées dans une commission bipartisane chargée par le Congrès en 2022 d'examiner la pertinence de la politique nucléaire américain au vu des changements de l'environnement stratégique attendus à l'horizon 2035 et établir des recommandations au Président et au Congrès. Les membres de la Commission se sont rencontrés de manière mensuels entre juillet 2022 et juin 2023, et ont reçu des présentations et des briefings des autorités et experts gouvernementaux, en particulier des responsables du Pentagone et le la NNSA. Ils ont également été reçus sur des sites stratégiques, et en particulier Los Alamos National Laboratory, le siège de StratCom (Nebraska) et le siège de *Air Force Global Strike Command* (Louisiane).

Le rapport s'ouvre par une analyse très sombre de l'environnement stratégique, notant que l'ordre international mené depuis la fin de la guerre froide par le leadership américain, est contesté par les régimes autoritaires russe et chinois. Selon les auteurs, ces régimes cherchent à remplacer l'ordre global par un ordre alternatif basé sur des valeurs contraires à celles promues par les Etats-Unis et ses alliés. La Commission estime clairement que les Etats-Unis doivent continuer de mener l'ordre international pour défendre le système libéral de l'après-guerre froide et leur valeur, en notant que cet objectif va se complexifier. Elle anticipe la décennie qui s'ouvre comme « décisive » pour placer les Etats-Unis dans une position de dissuader simultanément deux adversaires dotés de l'arme nucléaire, rassurer ses alliés et entreprendre une modernisation d'ampleur de ses capacités conventionnelles et nucléaires.

Le diagnostic posé, la commission juge que les précédents documents réalisés par l'administration, en particulier la *National Defense Strategy* de 2022, ne prenne pas suffisamment en compte le défi posé par la Chine, et continue à estimer que les Etats-Unis doivent avoir les capacités de mener un conflit majeur, et non pas deux. En appelant à un changement de paradigme, la Commission recommande de communiquer largement sur cette évolution pour faire comprendre à l'ensemble des décideurs américains l'ampleur des menaces et faire accepter les décisions difficiles à prendre en retour.

En termes de doctrine, les auteurs jugent que la politique déclaratoire américaine est globalement adaptée, mais c'est l'ensemble de la stratégie de défense qui est à revoir. Il est essentiel en particulier de développer les capacités conventionnelles pour éviter une sur-dépendance au nucléaire, avec deux champs cités, la défense antimissile et le spatial. Cela n'empêche pas de réfléchir à l'adéquation des capacités nucléaires américaines avec l'évolution de la situation stratégique.

Pour les auteurs de la Commission, il est indispensable de finir le programme de modernisation entamé sous l'administration Obama en respectant les délais pour éviter tout « décrochage », période pendant laquelle le retrait des systèmes obsolètes ne serait pas compensé par l'introduction des nouvelles capacités. Mais il est également urgent de se poser la question de l'introduction ou la réintroduction de nouvelles capacités. Il s'agit d'en un premier de se préparer à remonter en puissance, avec par exemple la possibilité de reconvertir les B-52 et les missiles Trident à l'emport d'armes nucléaires. Alors que les futurs ICBM *Sentinel* sont prévus pour être équipés de têtes uniques, les auteurs suggèrent d'envisager le couplage avec des têtes multiples. Ils recommandent également d'envisager le nombre de bombardiers stratégiques B-21 commandés ainsi que celui des SNLE de classe *Columbia*. De manière moins immédiate, ils réclament un examen de l'opportunité de déployer une partie des nouveaux ICBM sur des lanceurs mobiles et d'examiner la résilience des systèmes nucléaires nouvellement conçus aux évolutions de la défense antimissile. Enfin, ils conseillent de faire évoluer la posture concernant les forces nucléaires de théâtre et de développer de nouvelles capacités à ce niveau, pour accroître les options offertes aux décideurs.

En-dehors de ce ré-examen capacitaire, la commission évoque avec inquiétude les infrastructures de la dissuasion américaine et appelle à poursuivre avec ardeur leur modernisation. Cela nécessite des efforts budgétaires qui doivent selon eux s'affranchir des contraintes politiques liées au vote du budget annuel. Les aspects industriels et liés à la main d'œuvre doivent être pleinement considérés.

De manière plus large, les auteurs appellent à une pleine intégration de la dissuasion à l'ensemble des capacités de défense (conventionnel, défense antimissile et anti-aérienne, espace, mobilité globale, cyber, possibilités de frappe conventionnelle de longue portée ou électromagnétique, instruments économiques, nouvelles technologies), soutenant l'introduction de la notion d'intégration dans les documents stratégiques de l'administration Biden mais estimant qu'il s'agit désormais de pleinement concrétiser les objectifs annoncés.

Enfin, les auteurs soulignent que dans le contexte actuel, les efforts de maîtrise des armements doivent être subordonnés aux besoins des forces évoqués plus haut. Ils notent que le gouvernement américain doit néanmoins continuer de réfléchir à l'évolution de la maîtrise des armements et en particulier à la question de la vérification, tout en notant que dans le moyen terme, la priorité est la réduction des risques stratégiques. Sont notamment cités les instruments de prénotification des tirs de missiles, les hotlines, les mécanismes de prévention des incidents, les forums de dialogue, les efforts de transparences sur certaines activités militaires et l'adoption de normes de comportement dans le domaine spatial et le cyber en temps de paix. Les auteurs soutiennent l'interdiction des armes à bombardement orbital fragmenté ou multiple (FOBS ou MOBS) et de s'intéresser à l'encadrement de nouvelles menaces biologiques, en dehors du spectre actuel de la CIABT.

Les auteurs concluent à la nécessité de préserver un consensus bipartisan sur ces questions essentielles pour la sécurité américaine. Pour certains, cet objectif est réaliste et le rapport est en réalité complémentaire avec la stratégie déjà menée par l'administration Biden<sup>24</sup>. Néanmoins, plusieurs experts ayant déjà contesté les conclusions de la Commission. Ainsi, certains jugent qu'il s'agit d'un appel

---

<sup>24</sup> Matt Costlow, [Twitter](#), 16 octobre 2023.

à une course aux armements trilatérale. D'autres contestent l'idée d'avoir à tout prix une supériorité nucléaire, estimant au contraire en s'appuyant sur la théorie et l'analyse statistique que cela peut-être un désavantage<sup>25</sup>. Les propos du conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan, dans lesquels il indiquait en juin 2023 que « *les Etats-Unis n'ont pas besoin d'accroître leurs forces nucléaires pour avoir des capacités plus nombreuses que le total de combiné de ses adversaires pour les dissuader avec succès* », sont rappelés pour indiquer que quel que soit le niveau de force adverse, les arsenaux américains actuels suffiraient pour des ripostes dévastatrices sur les deux pays. La publication du rapport relance donc les débats sur l'opportunité de suivre une stratégie de contre-force<sup>26</sup>. Si le rapport de la *Strategic Posture Commission* fait des propositions nombreuses et variées, il ne se penche en revanche pas sur les réactions probables de ses adversaires aux développements suggérés. Certains experts américains dénoncent cette lacune en anticipant qu'une augmentation du volume d'armes nucléaires américaines provoquerait des réactions fortes à Beijing et Moscou et alimenterait la spirale de hausse des arsenaux<sup>27</sup>. Une autre critique, partiellement anticipée par le rapport, concerne les aspects budgétaires et le caractère difficilement réaliste d'une montée en puissance dans un contexte où le financement du programme actuel de modernisation est particulièrement difficile. Enfin, certains redoutent que le rapport soit lu comme la posture officielle américaine.

---

<sup>25</sup> Lauren Sukin, When Nuclear Superiority Isn't Superior : Revisiting the Nuclear Balance of Power, Paper, [Carnegie Endowment for International Peace](#), 17 octobre 2023.

<sup>26</sup> Charles Glaser, James Acton et Steve Fetter, « The U.S. Nuclear Arsenal Can Deter Both China and Russia », [Foreign Affairs](#), 5 octobre 2023.

<sup>27</sup> Hans Kristensen, Matt Korda, Eliana Johns et MacKenzie Knight, Strategic Posture Commission Report Calls for Broad Nuclear Buildup, [Federation of American Scientists](#), 12 octobre 2023.

## CALENDRIER

---

### Prochains événements et webinaires :

- **4-5 décembre 2023** : EU Non-Proliferation and Disarmament Conference 2023, [EUNPDC](#), à Bruxelles et en ligne (à revoir en ligne).
- **5 décembre 2023** : « Missile pre-launch notifications as a risk reduction tool », [IISS](#), en ligne (à revoir en ligne).
- **15 décembre 2023**: « L'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN », [IRSEM](#), Paris.